

Questions orales

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre est quelques semaines en retard parce que je viens de citer une déclaration faite il y a quelques minutes par John Killoran, président des producteurs de lait canadiens, dans laquelle il a dit, et je cite le texte anglais, parlant d'un volume de 3,5 p. 100:

[Traduction]

Il n'est pas réaliste pour le gouvernement fédéral de penser que l'industrie laitière acceptera une augmentation de l'accès à son marché.

Il dit plus loin que:

Le troisième aspect de l'offre du Canada est la réduction de 50 p. 100 de l'aide gouvernementale directe aux producteurs laitiers au cours des dix prochaines années. Selon M. Killoran, son organisme n'a jamais approuvé une telle proposition, qui semble injustifiable dans le contexte du GATT.

[Français]

Alors, je demande au ministre: Pourquoi le gouvernement persiste-t-il avec sa politique qui a été rejetée par les producteurs de lait canadiens? Pourquoi?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député a beau dire, le communiqué demeure essentiellement positif. Ainsi, M. Jim Caldwell, de la Canadian Cattlemen's Association, soutient qu'il y a plus dans la vie que des vaches laitières; il y a aussi des vaches de boucherie. Selon lui, si d'autres pays adoptaient la position du Canada, nous aurions une entente satisfaisante.

L'Office canadien de commercialisation du poulet—les poules mouillées d'en face devrait porter attention à ce que je dis—a dit que les éleveurs de volailles et les producteurs d'oeufs trouveraient peu, voire rien, à redire à cela. Qu'ils s'y attendaient. Allons, d'où sortez-vous?

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Agriculture. Hier, le ministre de l'Agriculture prétendait que les producteurs de lait du Canada appuyaient la position du gouvernement conservateur au GATT par laquelle les importations de produits laitiers doubleront et les subventions de lait industriel seront coupées de 50 p. 100. Maintenant, j'aimerais lire une citation de Don Killoran, qui a émis un communiqué de presse il y a environ 20 minutes, le président de la Fédération canadienne des producteurs de lait, et je cite:

Il n'est pas réaliste pour le gouvernement de s'attendre que l'industrie laitière acceptera une augmentation à l'accès de son marché.

J'aimerais demander au ministre: Pourquoi prétend-il faussement que les producteurs de lait approuvent la politique de son gouvernement? Il sait que ce n'est pas vrai.

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, il faudrait mentionner, mon collègue devrait le savoir, que depuis deux ou trois ans la position canadienne, contrairement à lorsque son gouvernement était là et qu'il n'a pas daigné pendant 16 ans rencontrer une seule fois les leaders canadiens du secteur agricole, c'est que nous les avons rencontrés, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture en tête chaque fois que cela était nécessaire. Nous avons mis en place des comités pour consulter les gens à travers le Canada. Et encore la semaine dernière, nous avons consulté les producteurs de lait. Nous sommes conscients. Et je vais citer ici le document qui nous a été remis par la Fédération canadienne des producteurs de lait aux négociations du GATT.

Pour l'industrie laitière canadienne, toutefois, le maintien de l'article XI sous sa forme actuelle n'assure plus une protection contre les importations de produits laitiers transformés, protection qui est cruciale pour la préservation du programme canadien de gestion des approvisionnements. Il est donc essentiel pour l'industrie laitière canadienne que le libellé de l'article XI soit amendé dans le sens de la proposition canadienne. C'est cela que nous avons fait, monsieur le Président. C'est parce que nous croyons au succès du système de gestion des approvisionnements.

Des voix: Bravo!

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux dire au ministre et je veux lui rappeler que M. Killoran vient de nous dire il y a 20 minutes, pas un mois, et je cite: «L'offre du Canada concernant le minimum d'accès et la réduction à l'appui aux producteurs ne donnera rien au consommateur canadien et pénalisera sévèrement les producteurs laitiers du Canada.» C'est la citation de M. Killoran, il y a 20 minutes.

Je demande ceci au ministre: Va-t-il finalement se lever debout et protéger les agriculteurs, oui ou non? S'il n'est pas capable, qu'il laisse quelqu'un d'autre le faire!

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je ne crois pas avoir de leçon à recevoir du député en ce qui concerne se tenir debout pour les agriculteurs canadiens.